

Trésorerie menacée. Les syndicats alertent les élus

Jeudi, en début de soirée, des représentants de syndicats étaient postés à l'entrée de la salle des fêtes de Tronjoly où se tenait un conseil de la communauté de communes Roi Morvan Communauté. Face à la menace de suppression de plusieurs trésoreries, notamment celle de Gourin, l'intersyndicale demande l'appui des élus.

Le projet de loi Darmanin suscite de vives inquiétudes dans les zones rurales. Peu avant l'été, le ministre des Comptes publics avait annoncé une réforme de la carte des centres des impôts et des trésoreries, qui laisse présager de nombreuses fermetures à court terme.



Un projet qui provoque une levée de boucliers chez les syndicalistes.

La trésorerie de Gourin pourrait prochainement être rayée de la carte, comme celles de Malestroit, Mauron, La Roche-Bernard, Questembert, Vannes-Ménimur, Baud, Locminé, Port-Louis...

Jeudi, à Gourin, quatre syndicats étaient représentés, à l'entrée de la salle des fêtes de Tronjoly où se tenait un conseil de la communauté de communes Roi Morvan Communauté : Solidaires finances publiques, CFDT 56, CGT 56 et FO DGFIP 56. « Nous souhaitons vous alerter pour mener ensemble des actions pour la défense des services publics. Les suppressions de trésoreries constituent un danger pour les populations qui se retrouveront sans interlocuteurs compétents », a lancé une syndicaliste aux élus de RMCom.

Les points de contact prévus pour remplacer les trésoreries sont vus par les syndicats comme « un service low cost ». « Ces points de contact ne seront pas accompagnés complètement par les agents des finances publiques. Leur fonctionnement se fera avec vos personnels car en aucun cas notre présence ne sera pérenne ».



« Il y a urgence ! »

« La carte définitive doit être arrêtée fin octobre-début novembre, il y a urgence ! », ajoutait un autre syndicaliste. « Après Le Faouët, puis Guémené il y a à peine deux ans, on risque de perdre la dernière trésorerie sur le territoire de Roi Morvan Communauté, c'est impressionnant ! Et puis, on découvre que ce sont des agents qui sont financés par nos collectivités qui devront assurer les contacts. Je pense qu'il va falloir une délibération de manière claire », réagissait jeudi Christian Derrien, conseiller départemental et président des Maires ruraux du Morbihan.

« Pour qu'un territoire comme le nôtre demeure attractif, la présence de services publics est une nécessité. Je propose une délibération, c'est la moindre des choses ! », a conclu Michel Morvant, président de RMCom.